

# Grexit-it, Schengx-it, Brex-it, stop-it!

PAR CARLO THELEN\*

«L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait» – qui aurait pensé il y a 66 ans que ces mots de Robert Schuman allaient retrouver leur bien-fondé de nos jours? Plutôt que de se faire, l'Europe semble se défaire: croissance anémique, tensions politiques, vociférations populistes, mosaïque de décisions commerciales unilatérales. Une combinaison toxique. Comment ce dérapage a-t-il pu se produire? Récapitulons.

La Grèce a parcouru six années jalonnées d'insécurité, de frustrations et d'asphyxie économique. Au soulagement de tous, le Grexit a été évité. Il serait toutefois prématuré de crier «victoire définitive»; la flamme de la crise grecque, loin d'être éteinte, pourrait facilement se transformer en feu de paille.

De toute façon, le prochain triblion est déjà dans les starting-blocks: les conflits en Syrie et en Iraq ont entraîné l'arrivée d'un nombre sans précédent de réfugiés en Europe. La réponse peu coordonnée à cette situation tragique a provoqué une remise en question de la gestion des frontières extérieures de l'Union. Les critiques concernant les «frontières» intérieures ne se sont pas fait attendre longtemps: que ce soit le 7 janvier 2015, le 14 février 2015, le 13 novembre 2015 ou le 22 mars 2016 – c'étaient des journées noires pour toute l'Europe. Certains en ont profité pour remettre au goût du jour des positions protectionnistes: depuis l'été dernier, plusieurs pays de l'espace Schengen ont réintroduit des contrôles à titre provisoire à leurs frontières intérieures et ce mercredi, la Commission européenne a autorisé 5 pays<sup>1</sup> à les prolonger de six mois. Or, qui dit fermer, dit fragmenter, dit fragiliser.

L'effondrement de Schengen constituerait un signal politique dévastateur. Exportant 80 % des biens et services qu'il produit, dont 84 % restent au sein de l'Union et un peu plus de la moitié même dans ses trois pays voisins, le Luxembourg respire le libre-échange. Selon France Stratégie<sup>2</sup>, le coût de la réintroduction de contrôles aux frontières reviendrait à une taxe de 3 % sur le commerce au sein de la zone euro. Prélevée sur les im-

portations luxembourgeoises de biens, elle représenterait une perte directe de 560 millions d'euros sans tenir compte des répercussions potentielles sur les prix ou les salaires, susceptibles de résulter en une baisse du pouvoir d'achat. Sur cet impact vient se greffer 1,2 milliard d'euros (suivant l'hypothèse d'une réduction de 15 % des exportations luxembourgeoises de biens vers la zone euro).

Un autre élément important: la composition unique de notre main-d'œuvre. Si chaque frontalier se voyait bloqué à la frontière pendant un quart d'heure, le pays perdrait 225 millions d'euros (sur base de l'hypothèse d'un salaire horaire de 25 euros).

S'y ajoute la consommation transfrontalière: si les non-résidents ont consommé un total de 4,2 milliards d'euros au Grand-Duché en 2015, les résidents luxembourgeois n'ont consommé «que» 1,2 milliard d'euros dans la région. Il en découle un solde de 3 milliards. Une diminution de ce solde de 10 % résulterait donc en une perte de 300 millions d'euros.

Cependant, il serait inapproprié de jouer les oiseaux de mauvais augure. En effet, Schengen peut être sauvé. Il n'est pas question de faire un choix entre liberté et sécurité. Le processus à suivre afin de parvenir à une réponse de «burden sharing» sera sans doute laborieux, mais souvent, l'urgence de la situation produit les efforts requis pour atteindre le résultat souhaité. Pour reprendre les mots de Churchill: «Never let a good crisis go to waste»... et la prochaine crise EXIT-entielle a déjà frappé à la porte – le Brexit.

Les vociférations britanniques anti-européennes prenant de plus en plus d'ampleur, les investisseurs reportent leurs décisions stratégiques et les fonctionnaires européens et expatriés britanniques comptent les jours restants jusqu'au 23 juin. Je ne me prononce ni sur la probabilité du Brexit ni vais-je tenter de chiffrer l'impact précis sur l'économie luxembourgeoise, ce qui est de toute façon impossible, vu les liens pluridimensionnels entre nos deux pays et tout simplement parce que les conditions post-Brexit restent inconnues à ce stade.

Le Luxembourg a été qualifié comme le deuxième Etat membre de l'UE le plus affecté par un Brexit éventuel, par la Bertelsmann Stiftung<sup>3</sup> et

au 14<sup>e</sup> rang un mois plus tard par les conseillers de Global Counsel<sup>4</sup>. On est donc bien loin d'un pronostic unanime. Il n'y a qu'une seule certitude: on s'aventurerait sur des territoires inexploités. Aucun Etat membre n'a jusqu'à présent fait usage de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne. Et gare à la confusion – exit n'égale pas terminus! Le Brexit ne ferait que proroger la période d'incertitudes, par une succession de négociations ardues, rien que pour ce qui est des accords de libre-échange et des modalités d'accès au marché unique. A cet égard, la sortie du Royaume-Uni, représentant 13 % de la population et 17 % du PIB européens, éloignerait les 27 économies restantes davantage du gain potentiel à réaliser en approfondissant le marché unique, qui est estimé à 1.600 milliards d'euros par le Parlement européen.

« Si chaque frontalier se voyait bloqué à la frontière pendant un quart d'heure, le pays perdrait 225 millions d'euros (sur base de l'hypothèse d'un salaire horaire de 25 euros). »

Deuxième partenaire de l'UE pour les exportations de services, premier pour les importations de services, premier investisseur de l'UE au Luxembourg et destination de premier choix pour nos flux d'IDE – le Royaume-Uni est un partenaire stratégique très important pour notre économie. L'interaction est particulièrement poussée dans le secteur financier: 16,4 % des actifs sous gestion au Luxembourg sont anglais, le Royaume-Uni se classe sixième en termes de nombre de banques étrangères présentes au Luxembourg. D'où la question sur les retombées positives des potentielles délocalisations suite à un Brexit.

Selon une récente étude PwC<sup>5</sup>, le retrait entraînerait d'ici 2020 une

perte jusqu'à 100.000 emplois dans les services financiers au Royaume-Uni. Les premières sociétés financières n'ont pas tardé à logner l'idée de déplacer certaines activités vers le Grand-Duché si jamais le Brexit devait se matérialiser. Membre de la zone euro, conseil polyglotte, expertise multi-juridictionnelle, à deux pas de Londres, Francfort et Paris – toutes les conditions sont réunies. Cependant, la concurrence ne dort pas: la banque HSBC a annoncé de transférer 1.000 emplois vers Paris et le premier choix de la Deutsche Bank – vous l'aurez deviné – c'est Francfort. Or, même si toutes les banques «brexitantes» étaient réparties équitablement entre les trois «candidats», saurions-nous gérer ce choc démographique et surtout la pression afférente sur les prix de logement et les infrastructures? Quel sort pour les 2.200 Britanniques et tous les fonctionnaires européens anglais qui travaillent au Luxembourg (sachant que rien que la CJUE compte 69 employés britanniques)?

Si ces questions sont purement hypothétiques, je peux établir un diagnostic avec certitude: la perte d'un partenaire stratégique avec qui le Luxembourg partage une vision commune sur le marché unique des services financiers ne serait guère une bonne nouvelle. C'est avec un œil très critique et une dose d'inquiétude que la Chambre de Commerce observe tous ces échanges houleux sur et dans l'Europe.

Très peu de pays sont aussi convaincus de la valeur ajoutée européenne que le Luxembourg: le peuple du Luxembourg est le seul qui s'est vu attribuer le Prix international Charlemagne il y a 30 ans. Cette foi europhile n'est pas le fruit du hasard. L'apport des étrangers à l'économie luxembourgeoise est épatant: elle dispose aujourd'hui de toute une chaîne d'approvisionnement de talents de qualité qui permet de développer de nouveaux marchés de niches et de créer des start-ups innovantes.

Une autre clé européenne du succès luxembourgeois: l'imbrication de sa culture de coopération, sa capacité d'identifier les directives européennes qui changent la donne et son ambition de se positionner comme précurseur dans le monde financier, des TIC et de la logistique. Le Luxembourg a besoin d'un retour européen exigeant à la base un climat de confiance. Plutôt que de formuler des menaces et de spéculer sur les avantages que l'un pourrait retirer à l'autre, nous devrions pallier les lacunes de l'Union européenne. Pourquoi le produit «Europe» se vend-il aussi mal?

Le référendum peut constituer un point de départ pour ces réflexions. Il ne nous reste plus qu'à espérer que nous aurons deux bonnes raisons de célébrer le 23 juin. Filer à l'anglaise ne serait, en tout cas, pas très «posh».

\* L'auteur est directeur général de la Chambre de Commerce

<sup>1</sup> A savoir l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège.

<sup>2</sup> France Stratégie (février 2016): Les conséquences économiques d'un abandon des accords de Schengen.

<sup>3</sup> Bertelsmann Stiftung Policy Brief 2015/05: Brexit – potential economic consequences if the UK exits the EU.

<sup>4</sup> Global Counsel (juin 2015): Brexit: the impact on the UK and the EU.

<sup>5</sup> PwC (avril 2016): Leaving the EU: Implications for the UK financial services sector.



Exportant 80 % des biens et services qu'il produit, dont 84 % restent au sein de l'Union et un peu plus de la moitié même dans ses trois pays voisins, le Luxembourg respire le libre-échange. (PHOTO: GUY WOLFF)